

G. Cushing, secrétaire-trésorier du Congrès des métiers et du travail du Canada: membre du comité consultatif de l'Assurance-chômage à la place de Percy R. Bengough, démissionnaire.

*Conseil consultatif de la formation professionnelle.—1955.* 14 décembre, les personnes suivantes membres ou alternants pour la période expirant le 1<sup>er</sup> décembre 1958: T. H. Robinson, administrateur, Département des relations industrielles, *Canadian International Paper Co.*, représentant les employeurs (membre); Gilles-H. Paquette, administrateur, Département des relations industrielles, *Imperial Tobacco Company of Canada Ltd.*, représentant les employeurs (alternant pour T. H. Robinson); William Léger, président, Fédération nationale catholique des métiers du bâtiment et des matériaux de construction du Canada, représentant les employés (membre); Aldéric Gosselin, Syndicat des charpentiers et menuisiers de Montréal, représentant les employés (alternant pour William Léger); W. Elliott Wilson, sous-ministre du Travail, Manitoba, représentant la province du Manitoba (membre); L. S. Smith, ministre de l'Instruction publique, Manitoba, représentant la province du Manitoba (alternant pour W. Elliott Wilson); Gustave Poisson, sous-ministre, ministère du Bien-être social et de la Jeunesse (Québec), représentant la province de Québec (membre); André Landry, directeur général, Division de la formation de la jeunesse, ministère du Bien-être et de la Jeunesse (Québec), représentant la province de Québec (alternant pour Gustave Poisson); D<sup>r</sup> L. W. Shaw, sous-ministre et directeur de l'Instruction publique, Île-du-Prince-Édouard, représentant la province de l'Île-du-Prince-Édouard (membre); Edward D. MacPhail, directeur, École professionnelle de Charlottetown, représentant la province de l'Île-du-Prince-Édouard (alternant pour D<sup>r</sup> L. W. Shaw); M<sup>me</sup> A. Turner Bone, présidente, *The National Council of Women for Canada*, représentant la population féminine (membre); M<sup>me</sup> F. F. Worthington, secrétaire-correspondante, *The National Council of Women for Canada*, représentant la population féminine (alternant pour M<sup>me</sup> A. Turner Bone). 1956. 23 février, L. M. Schram, directeur du personnel, *International Business Machines Co., Limited*, Toronto (Ont.): alternant pour W. H. C. Seeley, représentant les employeurs, à la place de W. E. Weaver, démissionnaire.

*Nominations diverses.—1955.* 1<sup>er</sup> mars, W. N. Wickwire et Marcel Bélanger: commissaires en vertu de la loi sur les enquêtes pour enquêter et faire rapport sur toutes les questions relatives à la loi sur la marine marchande et le cabotage au Canada, touchant le transport par eau, ou par terre et par eau. 23 mars, Wilfrid Mayfield Cory, conseiller juridique, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration: magistrat à toutes fins sous le régime de la loi sur la citoyenneté canadienne, à compter du 1<sup>er</sup> avril 1955. 20 avril, Paul Fontaine, C.R.: magistrat à toutes fins sous le régime de la loi sur la citoyenneté canadienne, à compter du 20 avril 1955. Les personnes suivantes: commissaires de l'Essai, conformément à l'article 18 de la loi sur la monnaie, l'Hôtel des monnaies et le fonds des changes: D<sup>r</sup> John Hart de la Division de Physique et M. E. Bednas de la Division de Chimie appliquée, Conseil national de Recherches, et W. R. Inman, Division des mines, ministère des Mines et Relevés techniques. 13 mai, Wilfrid Mayfield Cory, président du tribunal de la citoyenneté canadienne, pour le comté de York en Ontario, Allen Joseph MacLeod, directeur du Droit criminel au ministère de la Justice, David Howard Woodhouse Henry, directeur des conseillers juridiques, ministère de la Justice, et John Donald Affleck, conseiller juridique, ministère du Commerce: nommés chacun conseiller juridique de la Reine. 15 juin, Max Hirsch Wershof, sous-secrétaire adjoint, ministère des Affaires extérieures, Ottawa: conseiller juridique de la Reine. 16 juin, l'hon. James Wilfred Estey, juge puîné de la Cour suprême du Canada: sous-administrateur du gouvernement du Canada. L'hon. Charles Holland Locke, juge puîné de la Cour suprême du Canada: